

de la pêche et de la mer pendant des décennies et des siècles.

• (1040)

Il serait cruel de le faire, car il faudrait alors déraciner les gens de leurs villages et de leurs régions pour les installer ailleurs, autrement dit, faire disparaître un mode de vie. Que faut-il faire? Le député de Burin—Saint-Georges l'a déclaré à la Chambre des communes: il faut préserver les stocks de poissons et surtout les protéger contre la surpêche étrangère.

À mon avis, il est réellement tragique de voir ces êtres humains formidables qui se font arracher leur mode de vie. J'invite les députés de toutes les régions du pays à protester. Peu importe que je vienne de Toronto, North York ou Willowdale, quand je vois ces Terre-Neuviens qui sont privés de leur mode de vie par suite des politiques nationales à courte vue et de la surpêche internationale, je sais que nous sommes tous à blâmer.

Ces gens n'ont commis aucune faute. C'était à nous de décider, et nous avons signé des traités. Nous les avons mis en vigueur. Nous avons été négligents. Nous avons une dette envers eux. Il faut que nous prenions les mesures que propose le député de Burin—Saint-Georges.

En terminant, je lui demande: Si sa motion est adoptée, combien de temps faudra-t-il pour que les stocks de poissons redeviennent suffisants pour le Canada?

M. Simmons: Monsieur le Président, je vais parler d'abord de la dernière partie. Là, j'ai besoin de la camaraderie et de l'appui de mon collègue de St. John's-Ouest, car je pense qu'il a manifesté quelque mécontentement devant certaines des constatations qui lui ont été communiquées par les scientifiques.

Il est certain qu'une partie du problème est la quantité de suppositions. Il ne faut pas oublier que la détermination du nombre de poissons dans l'océan est loin d'être une science exacte. En ce qui concerne la période de régénération ou de restauration de stocks en bonne santé, la réponse dépend du scientifique auquel vous vous adressez et même souvent du moment où vous lui parlez.

Certains prétendent que cela peut se faire rapidement. Je ne citerai pas de chiffres, mais je dirais que je n'ai entendu personne, ni M. Harris dans son rapport, ni M. Dunn, le directeur général du MPO à Terre-Neuve, dans son rapport ni qui que ce soit, et certainement pas le

ministre, dire que le poisson était disparu pour toujours. Personne n'a jamais dit que «tout est consommé».

Tout le monde dit: «Si l'on fait ce qu'il faut.» Cessons de parler en code. Si nous prenions le contrôle de nos stocks de poisson, car reconnaissons qu'à l'intérieur des limites nous avons fait preuve d'assez de bon sens, même s'il y a eu quelques accrocs, si nous pouvions gérer les stocks actuellement menacés, nous n'aurions pas besoin de parler de cette résolution aujourd'hui.

Je peux dire à mon collègue que tous ceux qui ont examiné cette question estiment qu'il y a une solution. Il est surprenant de voir qui se range derrière cette opinion. Je viens de voir un éditorial dans un journal de Windsor, en Ontario. J'ai vu des éditoriaux de partout au pays. Il y a des gens qui étudient cette question depuis des années. Il y a les dirigeants des grandes sociétés de transformation, National Sea et FPI, qui nous disent maintenant, depuis quelques semaines, qu'il n'y a qu'une solution, et c'est d'étendre notre juridiction fonctionnelle aux deux extrémités des Grands bancs.

Tout le monde le dit. Le ministre, sous diverses formes et parfois par allusion, a dit la même chose. Personne ne conteste la validité de cette solution. Ce que va dire le ministre dans quelques minutes, j'en suis convaincu, c'est que ce sera difficile, et j'en conviens.

J'ai un autre point en réponse à mon collègue. Il a mentionné qu'il avait visité des communautés comme Ramea, Grey River, Gaultois et d'autres. Tout le monde là-bas réclame la création de quelques emplois.

Est-ce que vous ne réalisez pas, monsieur le Président, est-ce que le ministre ne réalise pas que les emplois que l'on veut voir créer ne sont pas des emplois de peintre de clôtures de cimetières ou des emplois à Cambridge, en Ontario. Les emplois que nous voulons sont ceux qui sont à portée de chez nous, ce sont les emplois actuellement accaparés par les Espagnols et les Portugais. Redonnons-les à nos citoyens qui les avaient au départ.

L'hon. Charles Caccia (Davenport): Monsieur le Président, en quelques mots, disons que, dans son discours énergique, le député de Burin—Saint-Georges a soulevé un point très intéressant. Il a parlé de la destruction insensée des stocks de poisson. Pourrait-il nous expliquer ce qu'il entend par là?

M. Simmons: Je remercie le député de Davenport. Oui, je vais m'expliquer. Tous connaissent bien les chiffres. Il existe depuis 1977-1978 un organisme appelé l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest,